

1986, chapitre 129

**LOI CONCERNANT LA CORPORATION MUNICIPALE
DE LA PAROISSE DE SAINT-ÉLIE D'ORFORD**

Projet de loi 248

présenté par M. Georges Vaillancourt, député d'Orford

Présenté le 30 octobre 1986

Principe adopté le 19 décembre 1986

Adopté le 19 décembre 1986

Sanctionné le 19 décembre 1986

Entrée en vigueur: le 19 décembre 1986

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 129

Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie d'Orford

[Sanctionnée le 19 décembre 1986]

Préambule ATTENDU qu'il est opportun de valider un règlement d'emprunt et un emprunt de la corporation de la paroisse de Saint-Élie d'Orford;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Règlement
réputé
valide **1.** Le règlement 87A adopté par le conseil de la corporation de la paroisse de Saint-Élie d'Orford le 16 août 1976 est réputé valide, être en vigueur et avoir force de loi depuis la date de son adoption.

Actes
légalisés Aucune irrégularité ou illégalité de ce règlement ne peut être soulevée du fait que l'emprunt et les travaux relatifs au règlement étaient déjà effectués à la date de son adoption, que le règlement n'a pas reçu toutes les approbations requises et qu'il n'a pas été publié conformément à la loi.

Renvoi Le secrétaire-trésorier doit inscrire dans le livre des règlements de la corporation à la suite du règlement numéro 87A, un renvoi à la présente loi.

Emprunt
réputé
autorisé **2.** L'emprunt contracté par la corporation par billet auprès de la Banque Royale du Canada, au montant de 139 000 \$ (le 17 novembre 1975), est réputé être l'emprunt autorisé par le règlement numéro 87A.

Rembourse-
ment **3.** La corporation est et a toujours été autorisée à rembourser avant échéance et à même le fonds général l'emprunt contracté en vertu du règlement numéro 87A.

Taxe
spéciale

La corporation doit verser au fonds général une somme équivalente à celle qui en a été distraite en vertu du premier alinéa; à cette fin, la taxe spéciale imposée par ce règlement doit être prélevée pour le reste de la période de remboursement se terminant le 31 décembre 1995.

Cause
pendante

4. La présente loi n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu le 26 juillet 1986.

Entrée en
vigueur

5. La présente loi entre en vigueur le 19 décembre 1986.